

Abdeslam a dit la vérité, il a tué au nom d'Allah



Les journalistes qui ont rendu compte de la première séance du procès des attentats du 13 novembre 2015 l'ont résumée d'un seul et même mot, écrit ou oral, répété par tous, de quelque chaîne qu'ils soient, quelque opinion qu'ils expriment : *provocations*. Non pas provocation, mais provocations, avec un s final. Pas singulier, pluriel (comme la gauche du même nom ?). Évidemment, ces journalistes désignent l'auteur de ces provocations par son prénom et son patronyme, bien que ce prénom et ce patronyme aient des significations puantes en arabe, comme si cet Abdel chéri était de leur famille, un proche ou un homme digne d'intérêt.

Ils tiennent pour des provocations les deux phrases qu'il a prononcées pour décliner son identité (comme ils disent), à savoir : la *chouhada* ou profession de foi musulmane (il n'y a de dieu qu'Allah et Mahomet est son messager) et son activité (combattant de l'État islamique). Il n'a fait qu'affirmer la vérité ; il a dit, devant les juges, les avocats, le public, la vérité toute simple, que personne ne veut entendre. Alors, les journalistes ont crié *provocations*, pour masquer leur ignorance ou le déni de réalité qui les définit. Dans leur petite tête de soumis, de vaincus ou de collabos, la vérité devient une provocation. Savent-ils seulement que, dans la Rome antique, quand Rome était une république, la *provocation* valait appel au peuple, pour que le peuple se défende, prenne

les armes, rétablisse son pouvoir ?

Le dénommé Abdeslam parle vrai. Il a parlé vrai, ce qui a été pendant près de trente ans l'idéal que Rocard a cherché vainement à atteindre, sauf le jour où il est mort : enfin, il disait vrai. Abdeslam a parlé vrai. C'est un combattant de l'État islamique ; il fait la guerre, pas du terrorisme ; il n'assassine pas, il tue les ennemis qui lui ont été désignés comme cibles. Il y a un siècle ou plus, il aurait été pris au mot. Il fait partie des troupes qui font la guerre à la France et aux Français. Tout gouvernement français digne de ce nom aurait mobilisé l'armée, déclaré la conscription générale et chassé de France tous les soldats du djihad, qu'ils soient en armes ou dormants, prêts à tuer. Rien de cela n'a été fait. La guerre est déclarée à la France et aux Français et les autorités organisent une manif et des processions pour crier Paix, Paix, Paix, à tout prix ou quel qu'en soit le prix.

Abdeslam a parlé vrai aussi quand il a cité le nom de ceux qui lui ont donné l'ordre de tuer : Allah et son messager Mahomet. Tout président d'un tribunal dans un pays normal, entendant cela, aurait immédiatement ordonné d'arrêter ces deux sinistres individus ou tous ceux qui vendent, diffusent, lisent le livre d'Allah et de Mahomet, et il aurait fait comparaître devant le tribunal les complices des crimes contre l'humanité perpétrés depuis mars 2012.

Or, silence. On n'a rien entendu. On ne veut rien entendre. On n'a rien compris. On ne veut rien comprendre. Abdeslam n'est qu'un bouffon : on ne veut surtout pas le prendre au sérieux.

Etienne Dolet